PROJET DE RECOMMANDATIONS POLITIQUES DE LA 24ÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPÉRATION FINANCIÈRE DU COMCEC

Les recommandations politiques contenues dans ce document ont été soigneusement discutées et formulées lors de la séance de débat politique de la 24ème Réunion du Groupe de Travail sur la Coopération Financière, le 18 septembre 2025.

Recommandation politique 1: Renforcer les cadres juridiques et réglementaires pour permettre l'intégration effective dans les systèmes financiers nationaux d'instruments financiers islamiques verts, liés au climat et à la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC)

Raisonnement:

Le manque de réglementations harmonisées et transparentes peut entraver l'intégration effective de la finance Islamique verte et liée au climat dans les systèmes financiers nationaux. Afin de répondre à ce problème, les cadres réglementaires et de supervision pourraient être renforcés à travers l'introduction de dispositions spécifiques pour des instruments tels que les sukuk verts, alignés sur les normes internationales en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), ainsi que permettre la mise en œuvre d'instruments financiers Islamiques dans le cadre de leur logique institutionnelle, afin d'éviter leur impact sur la dégradation de l'environnement. Dans le cadre de l'extension des lignes de financement, au cours du processus d'évaluation des projets, les projets éligibles pourraient être définis plus clairement, les exigences en matière de rapports pourraient être normalisées et la vérification par des tiers pourrait être encouragée. De plus, l'intégration des sukuk verts et des produits similaires dans les stratégies nationales de financement peut contribuer à intégrer les considérations climatiques dans la planification financière et à renforcer la résilience et la crédibilité.

Recommandation politique 2: Promouvoir la diversification et le développement du marché des instruments financiers verts conformes à la Charia en simplifiant les processus d'émission, en encourageant l'innovation (par exemple, les sukuk liés à la résistance, les contrats conformes à l'ESG [Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance]), et en introduisant des incitations réglementaires pour attirer les investissements.

Raisonnement:

La disponibilité limitée de produits financiers verts conformes à la Charia peut entraver la capacité de la finance Islamique à mobiliser des ressources pour l'action climatique et la Réduction des Risques de Catastrophes (DRR). Encourager la diversification des produits et l'innovation axée sur le marché peut être réalisé en simplifiant les procédures d'émission des sukuk, en créant des projets en réserve éligibles et augmentant la sensibilisation parmi les participants du marché. La considération de structures innovantes, telles que les sukuk liés à la résilience, les contrats de financement islamique innovants conformes aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), les produits d'émission de carbone conformes à la Charia et le financement mixte, pourrait également attirer les investissements. De plus, les incitations fiscales et réglementaires, y compris les allégements fiscaux temporaires ou le traitement préférentiel accordé aux actifs verts, peuvent promouvoir davantage le développement et l'adoption de produits financiers Islamiques axés sur le climat.

Recommandation politique 3: Développer/améliorer les incitations fiscales et macroprudentielles, encourager les partenariats public-privé et tirer parti des instruments financiers Islamiques en vue d'accroître les investissements qui s'alignent sur le climat et la RRD (Réduction du Risque de Désastre)

Raisonnement:

L'absence de mécanismes d'incitation efficaces et la collaboration intersectorielle limitée peuvent réduire l'évolutivité des investissements alignés sur le climat. Ces problèmes pourraient être atténués au moyen d'incitations fiscales et macroprudentielles, telles que des bénéfices fiscaux temporaires et des garanties de crédit, ainsi que d'incitations microprudentielles visant à encourager le développement de produits écologiques. La mise en place de plateformes de co-investissement et la promotion de partenariats public-privé peuvent aider à réduire les risques liés aux projets et faciliter le partage des connaissances. À cet égard, une action coordonnée impliquant les pouvoirs publics, les institutions financières Islamiques et les participants du secteur privé pourrait contribuer à générer des projets en réserve solides et à accroître les flux d'investissement. Les instruments financiers Islamiques tels que les sukuk verts, le takaful, le re-takaful et les outils financiers sociaux Islamiques devraient être incorporés dans l'agenda financier national afin d'augmenter les investissements alignés sur le climat et la DRR (Réduction des Risques de Catastrophes) pour exploiter la finance Islamique pour un développement durable.

Recommandation politique 4: Renforcer la finance Islamique verte en développant les marchés secondaires des sukuk, en améliorant la transparence et en tirant parti de la fintech et de la blockchain pour améliorer la traçabilité et la mesure de l'impact

Raisonnement:

Une infrastructure de marché faible et une transparence limitée peuvent entraver la croissance et la crédibilité des instruments financiers Islamiques verts. Pour relever ces défis, des marchés secondaires pour les sukuk verts pourraient être développés à travers des plateformes commerciales, des teneurs de marché et des obligations d'information afin d'améliorer la liquidité et l'accès des investisseurs. Des mécanismes de reporting standardisés et de certification indépendante pourraient également être mis en place afin de renforcer la responsabilité. De plus, exploiter des solutions technologiques telles que la Fintech, la Regtech et la blockchain pourrait rationaliser l'émission des produits, renforcer la traçabilité et permettre une mesure plus précise des impacts environnementaux et sociaux. Pour développer un tel espace d'opportunités, les instruments financiers Islamiques devraient pouvoir être autorisés à fonctionner dans le respect de leurs conditions morales intrinsèques afin d'obtenir des résultats axés sur les critères ESG, plutôt que d'être traités comme n'importe quel autre instrument financier.

Recommandation politique 5: Garantir la disponibilité de données normalisées adéquates et élaborer des cadres permettant une évaluation efficace des risques, l'élaboration de politiques et la réduction des risques de désastre

Raisonnement:

Des données fiables et complètes sont essentielles pour évaluer les risques liés au climat, incluant les catastrophes naturelles, et élaborer des politiques efficaces. Les régulateurs nationaux ont besoin de se concentrer sur les cadres de gouvernance des données qui facilitent la collecte systématique des données et la création de référentiels de données climatiques.

Ces cadres doivent se conformer aux normes internationales et inclure des aspects clés tels que les facteurs de risque, les expositions institutionnelles, les mesures d'atténuation et les indicateurs pertinents pour les politiques, qui sont tous cruciaux pour l'évaluation des risques climatiques, la DRR et la prise de décisions éclairées.

Recommandation politique 6: Tirer parti de la finance sociale Islamique, y compris le waqf et la zakat, et de l'innovation numérique pour soutenir l'action climatique et la résistance aux désastres.

Raisonnement:

Les institutions et instruments financiers sociaux Islamiques, tels que le waqf et la zakat, recèlent un potentiel considérable encore inexploité pour soutenir les efforts d'atténuation et de résilience climatiques. Ils peuvent être adaptés pour répondre aux différentes étapes du cycle climatique, telles que la reconstruction après une catastrophe, et promouvoir le développement à travers divers secteurs, incluant les services sociaux, l'éducation, la santé, l'assainissement, les activités économiques et les infrastructures durables. L'incorporation de la numérisation et d'approches innovantes peut stimuler leur portée et leur impact, aussi longtemps que ces mécanismes sont soutenus par une gouvernance solide et des opérations transparentes. En intégrant les valeurs fondées sur la charia dans le financement, la finance islamique peut se positionner comme une véritable alternative qui contribue au développement durable et résilient au changement climatique grâce à sa nature intrinsèque et inhérente de développement durable. La finance Islamique devrait donc avoir l'opportunité de se réaligner progressivement sur ses principes d'économie morale et politique, qui privilégient la justice, l'équilibre *(mizan)* et la gérance, conduisant à un paradigme de complémentarité et d'unité *(tawhid)*, mettant ainsi en œuvre la nature intrinsèquement durable du développement de la finance Islamique. Cela peut impliquer l'élaboration de réglementations et de normes adaptées à la finance Islamique en les inscrivant dans le cadre des maqasid al-Shari'ah (les objectifs de la Charia) qui empêchent la financiarisation et mettent l'accent sur la responsabilité sociale et environnementale à long terme.

Moyens disponibles pour Réaliser les Recommandations Politiques:

Le Groupe de Travail du COMCEC sur la Coopération Financière Lors de ses réunions ultérieures, le groupe de travail pourrait travailler de manière plus détaillée sur les domaines d'action susmentionnés.

Les Forums du COMCEC : Les recommandations politiques adoptées peuvent être approfondies lors des Réunions du Forum du COMCEC et de ses Groupes de Travail.

Financement des Projets du COMCEC: Dans le cadre des Programmes de Soutien des Projets du COMCEC, le Bureau de Coordination du COMCEC lance un appel à propositions de projets annuel. À travers ces programmes, les Pays Membres participant aux Groupes de Travail peuvent soumettre des projets de coopération multilatérale qui seront financés par des subventions du Bureau de Coordination du COMCEC. Pour mettre en œuvre les recommandations politiques mentionnées ci-dessus, les Pays Membres peuvent recourir au dispositif des Programmes de Soutien aux Projets du COMCEC. Ces projets peuvent comprendre l'organisation de séminaires, de formations, de visites d'étude, d'échanges d'experts, d'ateliers et la préparation d'études analytiques, d'évaluations des besoins et de supports ou documents de formation.